

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 16 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHAUVET Père & Fils (Fouras)**

Les Fontaines d'yves  
Route du marouillet  
1, rue des fontaines  
17340 Yves

Références : 0007201919/2026/87

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2026 dans l'établissement CHAUVET Père & Fils implanté Soumard 17450 Fouras. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHAUVET Père & Fils
- Soumard 17450 Fouras
- Code AIOT : 0007201919
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière située au lieu-dit « Soumard » sur la commune de Fouras (17450) bénéficie de l'arrêté préfectoral d'autorisation 94-1346-DIR1/B4 du 07/07/94 arrivé à échéance le 7 juillet 2024. Par courrier du 23 février 2024 l'exploitant a informé le Préfet de la cessation d'activité du site. L'exploitant avait été informé par courriel du 3 janvier 2024 qu'il devait, outre notifier au Préfet la cessation d'activité, faire appel à une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, pour qu'elle lui délivre les attestations prévues aux articles R.512-39-1 et R.512-39-3 du Code de l'environnement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Échéance	Arrêté Préfectoral du 07/07/1994, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Registres et plans des carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 13	Sans objet
4	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit finaliser la cessation d'activité de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral n° 94-1346 - DIR 1/B4 du 7 juillet 1994 et transmettre à l'inspection le plan topographique de la remise en état.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Échéance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/1994, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Caducité
<b>Prescription contrôlée :</b>  [.....] L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté [.....]
<b>Constats :</b>  L'arrêté préfectoral n° 94-1346 - DIR 1/B4 du 7 juillet 1994, autorisant l'exploitation de la carrière, est arrivé à échéance le 7 juillet 2024.

<p>Par courrier en date du 23 février 2024, l'exploitant a notifié à Monsieur le Préfet la cessation d'activité de la carrière relevant de cet arrêté, portant sur une partie de la parcelle n° 186 ainsi que sur la parcelle n° 223.</p> <p>À cette date, le terrain avait été débarrassé de l'ensemble des aménagements et nettoyé. Un merlon constitué de terres de découverte demeure toutefois stocké sur la parcelle voisine n° 321, propriété de l'exploitant.</p> <p>La cessation d'activité sur la parcelle contiguë n° 252, exploitée dans les années 1980, avait déjà été constatée par un rapport de l'inspection des installations classées du 3 mai 2002.</p> <p>Par courriel du 3 janvier 2024, l'exploitant a été informé de l'obligation de recourir à une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, afin d'établir les attestations prévues aux articles R.512-39-1 et R.512-39-3 du Code de l'environnement.</p> <p>À la suite de plusieurs relances effectuées en 2025, l'exploitant a pris contact avec un bureau d'études. La prestation attendue devra porter sur l'ensemble du site autorisé par l'arrêté préfectoral n° 94-1346 - DIR 1/B4 du 7 juillet 1994.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant adresse sous 1 mois à l'inspection le bon de commande signé avec l'entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués et les attestations SECUR et MEMOIRE avant le 30 juin 2026. Ces attestations doivent couvrir l'ensemble du site autorisé par l'arrêté préfectoral n° 94-1346 - DIR 1/B4 du 7 juillet 1994.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 2 : Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'accès au site est sécurisé par une barrière munie d'un panneau indiquant « accès interdit - propriété privée ». Les parcelles de la carrière ont été remises à niveau et ne présentent plus de zones à caractère dangereux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Registres et plans des carrières à ciel ouvert**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registres et plans des carrières à ciel ouvert
<b>Prescription contrôlée :</b>  Registres et plans de carrières à ciel ouvert Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>- les bords de la fouille ;</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>- les zones remises en état ;</li><li>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le dernier plan d'exploitation, daté de février 2021, correspondant à une période durant laquelle le site était encore partiellement en activité. Depuis lors, le terrain a été remis à niveau.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant transmet, dans un délai d'un mois, au bureau d'études chargé de l'établissement des attestations ainsi qu'à l'inspection, le plan final correspondant à l'état du site après remise en état.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  « [...] L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III. »
<b>Constats :</b>  Les déclarations Gerek sont réalisées : 2021 => 0 tonnes 2022 => 90 tonnes 2023 et 2024 => 0 tonnes  La production depuis 2021 est bien inférieure au tonnage autorisé de 15 000 t/an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite